

## CHAPITRE 4

# LA TRANSFORMATION DES ESPACES RURAUX : DE LA PRODUCTION AGRICOLE AU DÉVELOPPEMENT RURAL

**HAMELIN Philippe**  
*Démographe*\*

En 1900, 90 % des 1,6 milliards de terriens étaient des ruraux . Leur nombre a été multiplié par deux, depuis lors, tandis que celui des urbains l'a été par vingt. Les habitants des villes seront bientôt largement majoritaires. Notre civilisation agricole, vieille de 10 000 ans, a ainsi été remise en cause en moins de 100 ans. Cette extraordinaire évolution se traduit par un bouleversement de notre relation à la biosphère. L'homme se sent aujourd'hui moins dépendant des caprices de la nature pour sa survie immédiate. Il s'inquiète, en revanche, de sa qualité de vie (quand il ne vit pas dans l'extrême pauvreté) et de son futur. Les causes et les conséquences de cette extraordinaire mutation sont multiples ; nous ne traiterons dans ce chapitre que de l'évolution de la production agricole et de la nécessité du développement rural.

---

\* Ingénieur de recherches à l'I.R.D. (Institut de recherche pour le développement).

## L'AGRICULTURE NE STRUCTURE PLUS L'ESPACE RURAL

Il y a cent ans, la production agricole structurait et organisait les espaces ruraux. Elle était l'activité primordiale partout dans le monde aussi bien en termes de main-d'œuvre employée, de chiffre d'affaires ou d'échange commercial. Dix mille ans d'évolution, des climats, des histoires et des modes d'organisation sociale variés avaient produit des formes d'agriculture très différentes et inégalement performantes. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la productivité d'un travailleur agricole variait de 1 à 10 entre les agricultures les moins productives et les agricultures les plus productives.

### *La révolution agricole contemporaine*

La révolution agricole contemporaine a multiplié plusieurs dizaines de fois la productivité des travailleurs de l'agriculture des pays industrialisés et de quelques secteurs limités de l'agriculture des pays en développement. Cette révolution a eu un impact majeur sur la population agricole (cf. tableau 1) : 510 millions d'actifs agricoles chinois et seulement 48 millions pour l'ensemble du monde développé montrent l'abîme qui se creuse entre l'agriculture des pays développés et le reste du monde. De fait, la population active agricole des pays du Nord a été divisée par 3 en 50 ans (par 6 en France), tandis que celle des pays en voie de développement était presque multipliée par deux dans le même temps. En 1950, il y avait 1 actif agricole pour 7 habitants au Nord, contre 1 actif agricole pour 2,5 habitants au Sud (cf. tableau 2) ; aujourd'hui, nous avons 1 actif agricole pour 27 habitants au Nord contre un actif agricole pour 3,7 habitants au Sud, de sorte que le rapport de productivité entre l'agriculture manuelle et l'agriculture moto-mécanisée moderne est aujourd'hui de l'ordre de 1 à 500 (Mazoyer 1997).

**LA TRANSFORMATION DES ESPACES RURAUX : DE LA  
PRODUCTION AGRICOLE AU DÉVELOPPEMENT RURAL**

---

**TABEAU 1 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION AGRICOLE ET DE LA  
POPULATION AGRICOLE ACTIVE  
(ENTRE 1950 ET 2000 DANS LE MONDE)**

<b>Pays</b>		<b>Population agricole totale (1000)</b>	<b>Population agricole active (1000)</b>	<b>Coefficient multiplicateur de la pop. active agricole entre 1950 et 2000</b>
<b>Inde</b>	1950	269254	135162	1,95
	2000	541430	263691	
<b>Chine</b>	1950	490540	280108	1,82
	2000	853715	510796	
<b>Argentine</b>	1950	4451	1789	0,82
	2000	3750	1463	
<b>Brésil</b>	1950	33029	11614	1,14
	2000	28066	13225	
<b>Australie</b>	1950	1266	526	0,85
	2000	876	447	
<b>France</b>	1950	12922	5960	0,15
	2000	1985	899	
<b>USA</b>	1950	20567	8306	0,36
	2000	6290	3027	
<b>Total pays développés</b>	1950	303887	137815	0,35
	2000	99959	47940	
<b>Total pays en développement</b>	1950	1317654	671590	1,89
	2000	2465366	1269996	

Source : FAO, *statistical database*, population.

Les écarts sont aussi importants en termes de valeur ajoutée, soit 6.621 \$ pour un travailleur agricole au Danemark contre 76 \$ pour un travailleur mozambicain. Pour produire la même valeur ajoutée qu'un travailleur agricole danois, il faut 1,3 Français ou Étatsuniens, 2,2 Espagnols, 11 Brésiliens, 40 Égyptiens, 210 Bengalis, 610 Mozambicains.

La mécanisation de la production agricole provoque un accroissement de la production dans les zones où elle s'applique et tend à marginaliser les zones où elle ne peut pas s'appliquer. La modernisation de la production était nécessaire pour nourrir les 6 milliards d'hommes actuels dont 3 milliards d'urbains. Le progrès de l'agriculture dans les pays les plus riches n'est pas un mal en soi, mais les subventions et la baisse des coûts des transports ont rendu la production agricole manuelle non concurrentielle jusqu'au cœur de ses propres marchés, interdisant même parfois le passage de l'agriculture manuelle à une agriculture plus moderne. Mazoyer (ibid) calcule qu'il faudrait 3000 ans d'épargne, sans catastrophe, à un producteur manuel pour acquérir l'équipement moto-mécanisé d'un agriculteur européen. De plus, le potentiel agricole est inégalement réparti dans le monde. Les sols cultivables représentent 22 % des terres émergées, soit 3 300 millions d'hectares dont seulement 1 500 millions sont cultivés. Les 1 800 millions d'hectares de terres cultivables restantes, dont plus de 75 % sont dans les PVD, sont soumis à de fortes contraintes.

### *Les contradictions de la production agricole*

La faim dans le monde est, aujourd'hui, plus un problème de distribution que de production; en effet, d'impressionnants gains de productivité, provoqués essentiellement par la moto-mécanisation dans les pays du Nord et la révolution verte en Asie, permettent désormais de nourrir une population mondiale qui a presque quadruplé en cent ans. Aujourd'hui, l'agriculture mondiale connaît une situation de crise, rançon des succès du productivisme, et tend vers une impasse qui peut être caractérisée ainsi :

## LA TRANSFORMATION DES ESPACES RURAUX : DE LA PRODUCTION AGRICOLE AU DÉVELOPPEMENT RURAL

Une agriculture très productive dans les pays riches occupant très peu de main-d'œuvre et ne représentant qu'une petite fraction du PIB de ces pays. Cette agriculture s'avère incapable d'assumer les coûts des pollutions qu'elle provoque, fournit parfois une alimentation qui met en péril la santé publique, et survit grâce à la perfusion permanente des subventions qui, au final, sont à la charge des contribuables.

Une agriculture marginalisée, peu productive mais essentielle à la survie d'une large fraction des populations des pays pauvres, qui, faute de moyens et pour faire face à la pression démographique, provoque la désertification des terres marginales et des dégradations parfois difficilement réversibles, tout en laissant 840 millions d'habitants de cette planète soumis à la malnutrition.(FAO 2002)

Un marché mondial aux règles faussées, où les subventions des pays développés financent depuis des décennies la modernisation de leur agriculture et l'exportation de ses excédents ; ce libéralisme des riches marginalise chaque jour davantage les agricultures non modernisées sans leurs donner la moindre possibilité de se développer. Les tableaux 2 et 3 sont explicites sur ce sujet : les 4 % d'actifs agricole du monde développé assurent quasiment 50 % de la production mondiale des denrées alimentaires de base.

TABLEAU 2 : POPULATION MONDIALE (en millions), RURALE, AGRICOLE ET AGRICOLE ACTIVE EN 2000

	Totale	Rurale	Agricole	Agricole active
<b>Pays développés</b>	1330	342	103	49
<b>Pays en développement</b>	4677	2824	2472	1268

Source : FAO, *statistical database, population*.

## CHAPITRE 4

TABLEAU 3 : PRODUCTION MONDIALE AGRICOLE EN MILLIONS DE TONNES, SELON LE TYPE DE PAYS EN 2000

	Céréales	Lait	Viandes
<b>Pays développés</b>	876	343	105
<b>Pays en développement</b>	1183	222	127

Source : FAO, *statistical database, agricultural production*.

Ce mal développement a un seul avantage : le monde, depuis la dernière alerte au début des années 1970, n'a pas connu de crise alimentaire à cause d'une insuffisance de production agricole. En revanche, les conséquences écologiques et humaines sont lourdes et risquent de s'aggraver encore. Mais, même cette sécurité alimentaire globale risque d'être remise en cause, si les logiques financières libérales sont poussées à l'extrême. En effet, malgré les subventions, l'agriculture procure des taux de profit faibles et les capitaux s'en détournent. Si ce désinvestissement dans l'agriculture des pays développés se poursuivait, le monde pourrait connaître à moyen terme des pénuries alimentaires catastrophiques.

### *Les subventions en question*

Les économistes libéraux dénoncent les subventions qui faussent les règles du marché, coûtent cher aux contribuables et aux consommateurs et limitent les possibilités de croissance et de développement des agricultures du Sud. Les écologistes mettent en cause l'orientation de celles-ci, car le soutien aux prix des produits agricoles favorise un productivisme exacerbé, responsable de la dégradation de l'environnement et de la détérioration de la qualité sanitaire des aliments. Paradoxalement, on ne s'étonne guère de ce que les braves contribuables qui continuent à financer cette croissance du productivisme agricole et sont déjà contraints de remettre la main au portefeuille pour pouvoir boire une eau sans nitrates, détruire les stocks de farine animale résultant de la crise de la vache folle ne se

**LA TRANSFORMATION DES ESPACES RURAUX : DE LA  
PRODUCTION AGRICOLE AU DÉVELOPPEMENT RURAL**

---

révoltent pas quand ils sont les pieds dans l'eau à cause de la destruction des bocages. Les chiffres du tableau 4 sont édifiants : les subventions pour maintenir un actif agricole sont supérieures au salaire minimum des ouvriers et des employés de chacun de ces trois ensembles économiques.

**TABEAU 4 : SOUTIEN TOTAL ET SOUTIEN PAR AGRICULTEUR EN 2001  
(EN US\$)**

<b>Pays</b>	<b>Soutien total par pays</b>	<b>Soutien par équivalent agriculteur à temps plein</b>
<b>Union européenne</b>	105 624 000 000	16 000
<b>États-Unis</b>	95 259 000 000	20 000
<b>Japon</b>	59 126 000 000	23 000

Source : OCDE, 2002.

Malgré 311 milliards de dollars de subvention (OCDE 2002) pour les agriculteurs de l'OCDE (les subventions représentent 31 % de la recette agricole totale) le poids de l'agriculture dans la production nationale, mesuré par le PIB par habitant est extrêmement faible, soit à peine de plus de 2 % pour l'ensemble de l'OCDE. Alors, pourquoi autant de subventions par activité si peu importante ? Parce que, comme le dit l'OCDE : « La valeur ajoutée de l'agriculture est de plus en plus générée en aval, à savoir dans les secteurs de la transformation, de la distribution du commerce de détail et de la restauration qui, confondus, assurent une part substantielle de la production et de l'emploi dans nombre de pays de l'OCDE (OCDE 2002). » Cela explique bien pourquoi une partie importante des agriculteurs appartient toujours aux classes les plus défavorisées des pays riches (Guillaume, 1999). Les subventions profitent peu aux agriculteurs et on pourrait donc émettre l'hypothèse selon laquelle le contribuable récupère en tant que consommateur, sous forme de produits alimentaires bon marché, les impôts qu'il verse pour soutenir l'agriculture. S'il est vrai que le poids relatif des dépenses alimentaires dans le budget des ménages a baissé, quand on analyse

l'évolution dans le temps de la part reçue par l'agriculteur du prix payé par le consommateur, on s'aperçoit qu'en réalité, le consommateur a très peu profité de la baisse des prix des produits agricoles. Par exemple, en 1960, l'agriculteur recevait environ 50 % du prix payé par le consommateur pour une baguette de pain ; aujourd'hui, quand on donne 70 centimes à son boulanger, le producteur de blé ne reçoit que 2,5 centimes (soit seulement 4 % du prix de la baguette) pour les 250 grammes de blé nécessaires à la fabrication de cette baguette. Les producteurs et les consommateurs ne profitent donc pas de ces subventions massives ; ce sont les firmes agro-alimentaires et la grande distribution qui sont aujourd'hui les seuls bénéficiaires des subventions et de la modernisation de l'agriculture. Aux États-Unis, la rentabilité pour les meilleures exploitations agricoles est de 3 %, alors que celle des grandes firmes agro-alimentaires atteint 25 %. L'énorme rente captée par ces firmes leur a permis de se mondialiser : les multinationales de l'agro-alimentaire mettent aujourd'hui en concurrence les États et les producteurs agricoles partout dans le monde, pour accroître leurs profits et leurs pouvoirs, imposant le plus souvent aux consommateurs des produits de mauvaise qualité, souvent au mépris des risques sur la santé publique (viande aux hormones, OGM, etc....).

### *Les risques d'un exode rural sans précédent*

Dans les pays en développement la situation est plus grave, car il n'y a pas de contribuables pour payer la réparation des dégâts écologiques et 2,5 milliards de personnes sont concernées, contre seulement 100 millions au Nord (cf. Population rurale, tableau 1). La marginalisation de l'agriculture provoque la précarité de l'ensemble des populations rurales des pays du Sud qui dépendent quasi exclusivement de l'exploitation des ressources naturelles. Cette précarité contraint les populations à procéder à différents ajustements pour survivre :

Dans les cas extrêmes où la précarité économique se conjugue avec une catastrophe naturelle, on peut assister à un exode massif des populations.



## *LA TRANSFORMATION DES ESPACES RURAUX : DE LA PRODUCTION AGRICOLE AU DÉVELOPPEMENT RURAL*

---

Le plus souvent, quand les productions vivrières traditionnelles n'ont plus accès aux marchés, les producteurs se tournent vers les cultures d'exportation (cacao, café, coton, haricot vert, etc.) sur la recommandation des développeurs. Généralement, le bénéfice est de courte durée, la mise en concurrence entraînant une baisse des prix. Les aides et les subventions, nationales et internationales, à la mise en place de ces nouvelles productions sont trop rarement récupérées par la collectivité. Comme au Nord, les aides publiques au développement profitent seulement à « l'agro-business » qui récupère ainsi de nouveaux débouchés pour ses intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires, machines, etc.), et aussi de nouveaux produits à commercialiser. De plus, les impacts sur le milieu sont importants : les cultures de rente accaparent les meilleures terres et la force de travail des hommes, reléguant les cultures d'autoconsommation sur les terres marginales et les laissant aux femmes. Il ne reste personne pour entretenir le milieu qui se dégrade, quand ce ne sont pas les réserves d'eau souterraines qui s'épuisent. Les cultures d'exportation sont incapables d'enclencher des cycles de développement durable.

L'alternative consiste à rechercher ailleurs la rente qui fait défaut. Le départ des hommes accroît le travail des femmes et des enfants qui doivent prendre en charge les cultures vivrières sans avoir la capacité d'entretenir le milieu. Quand les revenus de la migration ne permettent pas l'accumulation, la précarité demeure, le milieu se dégrade, les structures familiales sont éclatées et les enfants sont scolarisés moins longtemps. Quand il y a accumulation la capitalisation se fait dans le commerce ou le bétail, la qualité de vie s'améliore mais les dégradations du milieu continuent, et aucun développement durable local ne s'enclenche.

Lorsqu'il n'existe ni possibilité de migration, ni opportunité de culture de rente, les producteurs des zones marginales surexploitent souvent le milieu et provoquent des dégradations importantes. Au final, il y a un risque d'exode rural massif, à moins que la situation ne dégénère en conflit violent.

Aucun développement agricole durable ne pouvant se mettre en place, il est probable que l'unique alternative à terme soit la migration

des populations rurales vers les villes. Aujourd'hui, dans les campagnes chinoises, le surplus de main-d'œuvre est estimé à 100 millions d'individus. L'ouverture sans restriction de son marché agricole, lors de son adhésion à l'OMC, propulserait vers les villes, 250 millions de sans emploi. Les villes chinoises, malgré une croissance économique sans précédent, seront incapables d'absorber ce flot de main-d'œuvre. Il est, aussi, illusoire de penser que le progrès s'arrêtera aux portes des pays en développement ; l'agriculture moto mécanisée finira par s'implanter partout dans le monde. Donc, si rien n'est fait pour le développement rural dans 50 ans, il ne restera au mieux qu'un milliard d'habitants résidant dans les espaces ruraux de la planète. Si l'on retient cette hypothèse, d'ici à l'année 2050, il faudra accueillir dans les villes, 2 milliards de ruraux qui vivent actuellement dans les campagnes, et aussi, entre 2 et 4 milliards d'habitants supplémentaires annoncés par les projections des Nations unies.

TABLEAU 5 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION MONDIALE (EN MILLIONS), RURALE ET URBAINE ENTRE 1950 ET 2000

	Population rurale		Population Urbaine	
	Pays développés	Pays en dév.	Pays développés	Pays en dév.
1950	486	1378	471	287
2000	342	2834	988	1853

Source : FAO, *statistical database, Population*.

En 50 ans, un peu plus de 2 milliards d'hommes (tableau 4) ont rejoint les villes, avec de très grandes difficultés et des problèmes qui semblent insolubles dans certaines mégapoles. Il paraît impossible de construire suffisamment de villes pour héberger dans les 50 prochaines années entre 4 et 6 milliards de nouveaux citoyens.

**PEUPLEMENT RURAL ET GESTION DES RESSOURCES  
NATURELLES : UN ENJEU PRIMORDIAL POUR LE  
DÉVELOPPEMENT**

Aujourd'hui, les flots de subventions au Nord, ainsi que les maigres aides au développement pour le Sud, arrivent juste à maintenir en survie des agriculteurs chaque jour moins nombreux. Les subventions n'ont pas permis, malgré d'indiscutables progrès en terme de production alimentaire, l'émergence d'un processus de développement rural. Nous sommes donc maintenant face à une crise agricole mondiale et menaçante pour l'équilibre de notre planète. Même si la réapparition de grandes famines provoquées par une insuffisance de production alimentaire est un risque qui ne peut pas être totalement écarté, la migration vers les villes de milliards de ruraux, et les déséquilibres environnementaux qui en résulteraient sont les menaces les plus terrifiantes de cette crise. La déstructuration sociale, économique et écologique de l'espace rural mondial, qui abrite 3 milliards d'êtres humains et qui représente plus de 90 % des terres habitables de la planète, constitue le plus grave défi que nous pose cette crise. De sa résolution, dépend une distribution viable de la population sur la planète et une bonne gestion des ressources naturelles ; c'est-à-dire, une qualité de vie acceptable pour nous, et une chance de survie pour les générations futures.

L'enjeu primordial pour les espaces ruraux consiste à essayer de maintenir leur peuplement actuel, et à accueillir la majeure partie de leur accroissement naturel. Seules, des politiques de développement rural ambitieuses permettront de relever ce défi. La réussite d'un processus de développement rural ne se mesure, ni en tonnes de céréales produites, ni en milliers de têtes de bétails, mais en habitants vivant dans des conditions décentes. Pour les populations rurales du Sud, majoritairement agricoles, un accompagnement et une gestion de la modernisation de l'agriculture est nécessaire, mais seul, le développement des services de toute nature et la captation de ressources extérieures par les revenus de la migration permettront d'éviter l'exode des populations rurales.

### *Gérer et accompagner la modernisation de l'agriculture*

Aujourd'hui, l'agriculture n'est plus l'activité structurante de l'espace rural. Elle conserve la mission primordiale de nourrir tous les hommes avec, aujourd'hui, une nouvelle contrainte : respecter les équilibres écologiques de notre planète. En 50 ans, on a construit un système aberrant, impossible à modifier brutalement sous peine d'engendrer des catastrophes encore plus importantes. La solution simpliste d'une libéralisation totale des marchés<sup>15</sup> doit cependant être rejetée. Les mesures prises devront être progressives, étalées dans le temps et différenciées selon les zones géographiques.

La modernisation de l'agriculture au Sud est aussi inéluctable que nécessaire, pour assurer une meilleure régularité des productions, et permettre une meilleure mobilisation de la force de travail agricole (évitant le travail abusif des femmes et des enfants). Cette modernisation doit être progressive et impliquer les acteurs locaux. Un passage brutal de l'agriculture manuelle à l'agriculture mécanisée ne pourrait s'opérer qu'en expulsant la quasi totalité des producteurs actuels, pour leur substituer des entreprises. Une modernisation progressive et bien gérée doit permettre une amélioration de la production vivrière, donc de la sécurité alimentaire. Cette modernisation concerne également les productions d'autosubsistances qui ne sont pas intégrées aux marchés.

### *Accès aux marchés pour les producteurs agricoles du Sud*

Les agriculteurs doivent recevoir des prix équitables pour leur produit : Le prix de vente des produits agricoles n'assure plus aux producteurs des revenus décents. Au Nord, les subventions permettent

---

<sup>15</sup> La qualité des sols, les ressources en eau et l'ensoleillement ne sont pas distribués équitablement ; il ne peut donc pas exister de marché parfait. On peut juste tenter de rétablir des conditions plus équitables en permettant à tous d'avoir accès aux moyens de production moderne (mécanisation et intrants).

**LA TRANSFORMATION DES ESPACES RURAUX : DE LA  
PRODUCTION AGRICOLE AU DÉVELOPPEMENT RURAL**

---

à des agriculteurs, chaque fois moins nombreux, de survivre ; au Sud, les prix bas découragent toutes les initiatives d'amélioration de la production ou conduisent au désengagement de la production. Les prix des produits agricoles d'exportation, payés aux agriculteurs, doivent être suffisamment élevés pour que le producteur ait un revenu décent, puisse développer ses moyens de production et assumer les coûts écologiques. Des prix plus élevés pour les agriculteurs pénaliseraient faiblement le consommateur occidental, puisque aujourd'hui, la plus grande part du prix payé par le consommateur revient à l'agro-industrie et à la distribution. Le doublement du prix du blé n'entraînerait qu'une hausse de 4 % (voir ci-dessus) du prix de la baguette de pain. Le système Max Havelaar, pour des prix équitables, montre bien que l'augmentation de 200 % du prix payé au producteur se répercute par une hausse de 18 % pour le consommateur (voir tableau 5) qui a la garantie de consommer un café produit selon des normes environnementales, et pour lequel le producteur a été rémunéré de façon équitable.

**TABLEAU 5 : COMPARAISON DU PRIX DE VENTE AU PUBLIC ENTRE UN  
CAFÉ PRODUIT SOUS LE LABEL MAX HAVELAAR  
ET PAR LE SYSTÈME TRADITIONNEL**

	<b>Système traditionnel</b>	<b>Système Max Havelaar</b>
Prix de vente en grande surface	1,8 à 3 €	2,3 à 3,35 €
Coût importation, de torréfaction, distribution	1,41 à 2,61€	1,45 à 2,5 €
Coût d'exportation	0,14 €	0,14 €
Droit label Max Havelaar		0,05 €
Frais de gestion / coopérative		0,08 €
Intermédiaires	0,06 €	
Petit producteur	0,19€	0,58 €

Aujourd'hui, des prix justes payés aux producteurs permettraient de développer une agriculture plus respectueuse de l'environnement et de restaurer la dignité des producteurs agricoles.

Des marchés régulés : Il existe de tels écarts (financier, qualité des sols, disponibilité de l'eau, etc.) entre les agricultures du monde qu'il est impossible de les mettre brutalement en concurrence. À l'inverse, la protection totale risque de créer des situations de monopole aussi porteuses de risques. Il faut pouvoir mettre en concurrence les agricultures qui sont aux mêmes stades de développement et dans des conditions écologiques semblables. C'est en ce sens, que l'Organisation mondiale du commerce doit permettre la création de marchés protégés à l'échelle nationale ou régionale sur le modèle de l'Union européenne. La réduction progressive des subventions<sup>16</sup> à la production agricole est un objectif incontournable pour pouvoir établir des prix équitables. Les capitaux ainsi libérés devraient être réorientés vers le développement rural au Nord, et surtout au Sud. Il existe de tels déséquilibres que la création d'une organisation internationale chargée de réguler les échanges internationaux pourrait, à terme, gérer un stock de céréales propre à faire face aux éventuelles pénuries. Pouvoir se nourrir, est en effet un droit de l'homme fondamental que la politique ne peut pas abandonner au seul marché.

### *Encourager et favoriser les productions alimentaires non-intégrées aux marchés*

Les agricultures en zones à fortes contraintes (haute montagne, zone aride, etc.), les jardins potagers, les terrasses et les balcons en ville, la chasse et la cueillette fournissent aux populations locales une part non négligeable de leur alimentation. Ces productions

---

<sup>16</sup> Les subventions à l'agriculture dans les pays développés sont de 7.300 \$ par actif agricole et ces 360 milliards de dollars sont supérieurs au PIB de toute l'Afrique (354 milliards de dollars).

## *LA TRANSFORMATION DES ESPACES RURAUX : DE LA PRODUCTION AGRICOLE AU DÉVELOPPEMENT RURAL*

---

autoconsommées, sont importantes pour l'équilibre nutritionnel et pour l'économie des groupes domestiques qui les pratiquent. Par leur diversité, tant du point de vue biologique que du savoir-faire, elles représentent un patrimoine biologique et social irremplaçable pour pouvoir affronter les crises futures.

Ces productions d'autosubsistances sont peu prises en compte par les statistiques, mais participent souvent de manière déterminante à l'économie des groupes domestiques les plus pauvres, qui, faute de numéraire auraient des difficultés à se procurer sur le marché, les denrées qu'ils produisent. De plus, l'autoproduction, même quand elle n'est pas autosuffisante, joue un rôle important dans l'équilibre de l'alimentation. Elle fournit, quand les céréales de bases sont achetées, les vitamines et oligo-éléments indispensables.

Ces petites productions sont écologiquement très intéressantes par leur diversité (espèces, races et mode de production) et leur faible consommation énergétique. L'agriculture moderne produit en masse à partir d'un nombre d'espèces, de variétés et de races sélectionnées très restreint, et à partir de modes de production de plus en plus semblables : ses capacités d'adaptation sont faibles. Face à l'apparition de maladies, de parasites ou d'une variation des conditions climatiques, la diversité des ressources génétiques et du savoir-faire des productions marginales qui permettra une adaptation sans choc majeur. La diversité biologique et celle des modes de production d'autosubsistance sont un patrimoine aussi important pour l'humanité que la biodiversité des forêts tropicales.

### *Développer les services*

La création de services est un atout majeur dans le processus de développement elle répond d'une part aux besoins et aux demandes des populations, et d'autre part, elle génère de nombreux emplois.

L'agriculture moderne ne crée pas d'emploi. On ne transférera pas d'un coup de baguette magique usines et bureaux aux champs, surtout dans des nations où il existe déjà dans les villes des milliers de

gens sous-employés. Au Nord, presque 70 % des actifs travaillent dans le secteur des services. Dans les campagnes du Sud, les services sont quasi inexistantes. Il y a là un gisement d'emploi potentiel très important. Une agriculture en voie de modernisation nécessite des services pour fabriquer, entretenir et réparer le matériel ; elle favorise aussi le développement du commerce en aval et en amont. Les services aux habitants sont une vraie mine d'emploi mais leur développement dépend de la circulation monétaire et du niveau de vie des habitants ; or, les ruraux du Sud sont pauvres. On fera ici une distinction entre les services de base, l'école et la santé, qui génèrent des emplois et sans lesquels il est difficile d'envisager un développement durable, et les services qui participent à l'amélioration de la qualité de vie des populations, qu'il s'agisse des services marchands pour les individus ou les services collectifs (réseaux de communication, distribution d'eau et d'énergie, etc.). Les individus sont moins tentés par les lumières de la ville, quand sur place, ils disposent d'un minimum de services.

### *L'école et la santé : bases du développement*

La formation et la santé sont les deux clés du développement durable de l'espace rural au Sud. Quand école et santé sont disponibles sur place, les parents ne sont plus obligés de migrer pour protéger et éduquer leurs enfants. Ils ont une plus grande capacité à prendre en charge le développement rural et la modernisation progressive de leurs activités agricoles.

Frein à l'exode rural : L'accès à l'école et à un service de santé de base forme un seuil au-dessous duquel il est impossible de freiner l'exode rural. Au Chili, en zone aride, le gouvernement a mis en place, auprès de certaines communautés rurales, des postes de santé et un système scolaire performants. On constate que, malgré la quasi disparition de l'activité agricole, les populations se maintiennent là où l'école s'est bien implantée ; ailleurs, l'exode rural est irréversible. Dans ces communautés, il n'y a pas d'hommes et peu de femmes entre 20 et 40 ans, mais de nombreux enfants sont scolarisés. Les migrants confient les petits-enfants aux grands-parents, car ils peuvent recevoir dans ces communautés un enseignement de qualité.



## *LA TRANSFORMATION DES ESPACES RURAUX : DE LA PRODUCTION AGRICOLE AU DÉVELOPPEMENT RURAL*

---

Les liens restent ainsi très forts entre les migrants et leur communauté, beaucoup y reviendront quand l'heure de la retraite aura sonné. Les transferts monétaires des migrants, les salaires des professeurs et de leurs assistants assurent un minimum de circulation monétaire qui permet à ces communautés d'échapper à l'extrême pauvreté. Le gouvernement chilien a fortement investi : construction d'écoles neuves, prime spéciale pour les enseignants, services de santé ; quel aurait été le coût d'un transfert de ces populations vers la ville ? L'exemple chilien est particulier : les communautés agricoles sont symboliquement et politiquement importantes, une croissance économique forte a permis la mise en place d'un vaste programme de lutte contre la pauvreté. Cet exemple démontre que la santé et l'école ne sont pas seulement des conditions du développement, mais peuvent être aussi des activités porteuses pour le développement.

Acteurs du développement : Comment un paysan illettré peut-il consulter les cours de ses produits dans un journal ou sur Internet pour réaliser une transaction équitable ? Lire la notice d'emploi d'un produit phytosanitaire ou d'un médicament ? Quel travail un migrant analphabète trouvera-t-il ? Le développement des services exige des personnes formées. Comment engager des individus, dans des projets à moyen et long terme, quand la maladie peut à chaque instant venir anéantir les efforts consentis ? L'école et la santé sont les acteurs primordiaux du développement. Dans le monde actuel, l'économiste du FMI et son plan d'ajustement structurel, le politique et ses échéances électorales, ou le développeur et son contrat triennal, font de l'école et de la santé une priorité ; tous construisent des écoles et des postes de santé, les inaugurent souvent en vain, puisque le maître et l'infirmier, mal payés, retournent en ville. L'école et la santé réclament ainsi une politique tenace et sur le long terme. Avant tout, il est nécessaire de mettre en place une politique de formation des professionnels locaux qui feront vivre les infrastructures que l'on va construire.

### *Qualité de vie et désenclavement des espaces ruraux*

L'intégration des populations rurales par le marché est un échec. Au delà de la concurrence déloyale des pays développés, vouloir intégrer économiquement des sociétés qui étaient physiquement et socialement isolées était certainement illusoire. Les sociétés rurales aspirent à la modernité. Les ruraux resteront seulement si on répond à leur désir d'urbanité et s'ils ne sentent pas exclus du processus de mondialisation en cours.

Un désir d'urbanité : La dichotomie entre le rural et l'urbain s'estompe au fur et à mesure du déclin de l'activité agricole. Les groupes domestiques moins liés à la terre ont les mêmes aspirations que les urbains. Il n'existe pas deux populations. Les individus, selon leurs goûts, les phases de leurs cycles de vie, les opportunités d'emploi devraient pouvoir choisir de vivre dans des espaces densément peuplés (les villes) ou dans des espaces faiblement peuplés (les campagnes). L'espace rural ne doit pas devenir le ghetto des exclus de la mondialisation. Les ruraux ont besoin d'être reconnus comme des citoyens à part entière. En Amérique, dans les 3 langues principales (anglais, espagnol et portugais), un même mot désigne le citoyen et le citadin, et il n'y a pas qu'en français que les termes « paysan » et « campagnard » prennent souvent une signification péjorative. Cette pleine citoyenneté pour les ruraux sera longue à acquérir, car les mentalités et les représentations évoluent lentement. Au-delà des barrières sociétales, il est possible, en aidant au développement des services, d'agir concrètement pour que les ruraux se sentent moins exclus. Dans le cas contraire, la femme et les enfants iront rejoindre le mari parti travailler ailleurs, et les jeunes adultes feront aussi un voyage sans retour à l'appel du frère ou de l'oncle.

Le désenclavement du monde rural : Le monde rural doit être désenclavé, mis en communication. Selon le dernier recensement en France, la population rurale est en croissance ; mais cette croissance globale résulte d'un fort accroissement dans les campagnes proches de pôles urbains dynamiques et d'un déclin qui se poursuit dans les zones rurales isolées. Au Chili, en 40 ans, il y a eu une redistribution

spatiale des populations rurales de la région de Coquimbo (zone aride du nord Chili). La population rurale a crû de 50 % dans les vallées irriguées proches des deux centres urbains régionaux, alors que les zones d'interfluve et le piedmont andin ont perdu 30 % de leur population. Il faut, bien sûr, construire des routes, mais c'est insuffisant dans une civilisation de l'information. L'accès au téléphone, à l'Internet et à la télévision doit être un objectif. L'électrification rurale, traditionnelle, ou alternative (panneau solaire, éolienne, etc.) est une priorité pour que les ruraux ne se sentent pas exclus de la modernisation du pays. Si la construction de routes peut inciter au départ, elle est une condition essentielle des retours. Les moyens de communication permettent de garder le contact avec le lieu d'origine, et donc, les liens sociaux qui facilitent la réversibilité des migrations.

### *Capter ailleurs la rente qui fait défaut sur place*

Si on veut réellement développer les services, il faudra aller ailleurs, capter la rente qui fait défaut. La migration de travail, associée à la pluriactivité, sous toutes ses formes, est et sera encore pour longtemps, la meilleure solution pour augmenter la circulation monétaire qui favorise le développement sur place de l'emploi dans les services à condition que les liens sociaux ne soit pas rompus et que la migration reste réversible. Le Nord doit aussi s'interroger sur l'impact de ses politiques migratoires sur le développement du Sud. Le tourisme, le télétravail, l'accueil des retraités urbains sont des moyens efficaces de drainer des ressources vers les campagnes, mais restent des possibilités lointaines pour les campagnes du sud.

### *La migration*

« Partir pour rester », le titre du livre de G. Cortes résume la situation de nombreux paysans du Sud. Confrontés à un appauvrissement croissant, ils partent travailler ailleurs. L'objectif est de gagner assez d'argent pour que le reste de la famille vive sur place et pour y revenir eux-mêmes plus tard. Le fait migratoire est devenu un

élément structurel de l'économie des groupes domestiques vivant en milieu rural. Les statistiques ne rendent pas compte de ce phénomène. Sur les 2,8 milliards de ruraux, 2,5 sont classés dans la catégorie « population agricole ». Ces chiffres suggèrent à tort que, dans le monde rural du Sud, l'agriculture est l'unique activité : par défaut, on classe en « population agricole » les populations pluriactives ou à l'activité mal définie, et par ailleurs ne sont pas pris en compte les migrants qui font vivre leur famille. En revanche, tous les chercheurs qui s'intéressent au rural, aussi bien en Amérique du Sud (Quesnel, Lena, Cortes), en Afrique du Nord (Picouet, Fanchette,) en Afrique sub-saharienne (Lesourd, Marchal, Guilmoto), en Asie (Augustin-Jean) montrent que, partout, les populations rurales multiplient les connexions avec les centres urbains. C'est cette ouverture qu'il faut encourager, en favorisant la circulation des hommes pour que le départ puisse être suivi d'un retour. Les migrations temporaires de travail peuvent être un puissant facteur de développement durable si, au lieu de considérer le migrant comme une menace, on voit en lui le travailleur qui souhaite faire vivre une famille dans un lieu un peu plus lointain, et que cette famille a besoin d'un certain revenu pour ne pas être tentée de suivre le migrant. L'espace rural doit être suffisamment attractif pour que les familles résistent à la tentation d'aller s'installer dans la favela. Si une certaine qualité de vie est assurée le travailleur migrant ou l'étudiant reviendront chez eux et créeront peut-être des activités innovantes.

Les politiques migratoires du Nord doivent être remises en question. La migration clandestine est un investissement coûteux et incertain, puisqu'elle tend à rompre, quasi mécaniquement, les liens entre le migrant et sa communauté d'origine, du fait même de son statut de clandestin. On peut s'interroger aussi sur les politiques de regroupement familial, qui favorisent la migration définitive et la rupture avec la communauté d'origine. Ne pourrait-on pas offrir le choix au migrant, soit de faire venir sa famille, soit de la rejoindre en ayant la possibilité de faire venir un frère, un oncle ou un cousin ? Si l'on souhaite que les politiques migratoires du Nord aient une certaine efficacité en terme de développement au Sud, il faut qu'elles favorisent les migrations de courte durée qui évitent la rupture des liens sociaux avec le lieu d'origine.

## *LA TRANSFORMATION DES ESPACES RURAUX : DE LA PRODUCTION AGRICOLE AU DÉVELOPPEMENT RURAL*

---

### *Développer les capacités d'accueil résidentiel des zones rurales*

La valeur d'un espace rural ne se mesure pas seulement à ses capacités en termes de production agricole. La qualité de son environnement en fait un espace résidentiel privilégié. Dans une économie globalisée, vouloir lier activité et résidence n'a plus de sens. D'une part, les actifs ne représentent que 40 % de la population totale, et d'autre part, la résidence génère de multiples emplois dans le secteur des services aux personnes (éducation, santé, loisir, etc.). Les campagnes peuvent capter une partie des richesses produites dans les métropoles en offrant une résidence principale aux inactifs, aux familles, et aux actifs dont la présence physique en un lieu n'est plus nécessaire, des espaces récréatifs et de loisirs aux citoyens. Accroître la fonction résidentielle des campagnes est certainement un enjeu essentiel du développement rural. Le rural doit réussir sa transition résidentielle !

## CONCLUSION

Jusqu'à aujourd'hui, espace rural rimaient avec agriculture. La crise agricole mondiale a engendré un nouveau concept : le développement rural dont les pratiques restent à inventer. Il n'y a pas de modèle, seulement un risque : la crise agricole et la mondialisation mettent en danger le peuplement des espaces ruraux du Sud et un exode rural, mondial et massif, aurait des conséquences écologiques, sociales et économiques catastrophiques. Le développement rural est un concept général qui doit être décliné en fonction des particularités des zones agro-climatiques et des particularités socioculturelles de chaque pays, de chaque région ; malgré tout, on peut indiquer quelques objectifs généraux. Il faut à la fois promouvoir le développement des capacités résidentielles rurales par une réorientation économique et un changement total des politiques agricoles pour favoriser l'émergence

d'agricultures modernes, respectueuses des équilibres écologiques et suffisamment robustes et diversifiées pour pouvoir faire face aux risques induit par les changements climatiques tout en assurant un niveau de vie décent et la dignité des agriculteurs du Nord et du Sud.

L'activité agricole au Sud est incapable d'assurer un niveau de vie décent à 3 ou 4 milliards d'individus. Dans un monde globalisé, vouloir transférer massivement les usines aux champs est illusoire. Le monde agricole a vocation à capter une partie des richesses produites par l'activité industrielle grâce au développement de sa fonction résidentielle et des services qui y sont liés. Les hommes, aujourd'hui, sont mobiles : Selon les moments de leur cycle de vie, ils résident dans des lieux différents. Doté d'un minimum de services, le milieu rural offre une qualité de vie incomparable aux nombreuses personnes qui n'ont pas d'obligation à résider dans les métropoles. On ne doit plus opposer l'urbain et le rural, mais les considérer comme des espaces complémentaires.

Ainsi, l'opposition entre zone rurale et zone urbaine s'estompe. Aujourd'hui, les zones rurales dynamiques sont proches de métropoles qui le sont aussi. Le développement rural se bâtit à partir des entités locales formées par les relations qui unissent les zones rurales aux agglomérations proches et des articulations existantes entre ces entités locales à niveau régional. En encourageant la continuité territoriale des services, on facilite la circulation des personnes. Les complémentarités entre les différents espaces permettent alors aux individus d'accéder à une qualité de vie acceptable. La réussite d'un plan de développement rural se mesurera, peut être, par sa capacité à faire émerger des centres urbains, lesquels, reliés aux pôles régionaux, nationaux et internationaux, polariseront le dynamisme des campagnes environnantes. Cette contradiction n'est qu'apparente : Le développement rural n'a pas pour objectif de figer les campagnes, mais, d'offrir aux populations rurales confrontées à une mutation sans précédent, une alternative à la migration vers des mégalo-pôles déjà surpeuplées.

La présence de résidents dans les campagnes permet le contrôle direct par l'opinion publique des pratiques agressives sur l'environnement que le droit, seul, régule toujours avec retard.

## *LA TRANSFORMATION DES ESPACES RURAUX : DE LA PRODUCTION AGRICOLE AU DÉVELOPPEMENT RURAL*

---

Dans les espaces surpeuplés des mégalofoles, les temps de transport, le bruit et la pollution dégradent la qualité de vie, et la génération croissante de résidus pollue notre environnement. Les espaces sous-peuplés sont exposés aux risques d'une exploitation minière et prédatrice, tout aussi dommageable pour le futur de notre planète et les individus souffrent de leur isolement et se sentent exclus.

La faim dans le monde, aujourd'hui, n'est pas un problème de production, mais de distribution et d'accès aux ressources pour les plus pauvres. La modernisation, la stabilité et la diversité des agricultures au Sud restent un fondement indispensable pour espérer pouvoir enclencher un processus de développement rural. Les rôles des agricultures modernisées sont : diminuer les impacts sur le milieu, assurer une bonne alimentation, libérer du temps pour d'autres activités sans précariser les femmes et déscolariser les enfants. Une priorité absolue doit être accordée à la modernisation de la production vivrière, qu'il s'agisse des productions venant du secteur marchand ou des micros productions d'autoconsommation. La modernisation est aussi un droit pour les paysans des pays pauvres d'accéder aux techniques modernes pour échapper à un travail manuel harassant.

Le développement économique ne peut être envisagé que si l'espace rural offre un minimum de conditions en termes de services et d'infrastructures. Ainsi, l'aide au développement doit être orientée prioritairement vers l'école et la santé, les pays du Nord doivent refonder totalement leur politiques agricoles pour permettre l'émergence d'agricultures modernisées au Sud et réviser leurs politiques migratoires pour que la migration soit aussi un facteur de développement du lieu d'origine.

L'équilibre écologique de notre planète et l'avenir de la civilisation humaine dépendent de notre capacité à assurer une distribution des hommes harmonieuse sur notre terre. Une occupation humaine bien répartie, facilitera l'adaptation de notre civilisation aux conséquences encore largement inconnues d'un changement climatique annoncé d'une part, et d'autre part, aucun mur, aucune frontière, aucune métropole ne résisteront aux flux engendrés par le non développement

## CHAPITRE 4

---

des campagnes. Le scénario d'une humanité entassée dans des mégalo­poles polluées doit nous faire prendre conscience que le XXI<sup>e</sup> siècle sera le siècle de l'aménagement territorial de la planète.



CHAPITRE 4

- AUGUSTIN J-L., 1997, « Le développement des entreprises rurales en République populaire de Chine », *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*, eds J. M. Gastellu et J. Y. Marchal, ORSTOM éditions, Paris, p. 175–200.
- CORTES G. 2000, *Partir pour rester*, IRD, Paris, 196 p.
- FANCHETTE S., 1997, « Densité de population et urbanisation des campagnes : le delta du Nil », *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*, eds J. M. Gastellu et J. Y. Marchal, ORSTOM éditions, Paris, p. 175–200.
- FAO, 2002, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 4p.
- GUILLAUME S., 1999, « Les exploitations agricoles à faibles revenus persistants », in *Économie et statistique*, n° 329–330, INSEE, Paris, p. 147–164.
- GUILMOTO C., 1997, « Migrations en Afrique de l'Ouest, effet d'échelle et déterminants », *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*, Éd. J. M. Gastellu et J. Y. Marchal, ORSTOM éditions, Paris, p. 495–530.
- LENA P., 1997, « Qu'est ce que la ruralité aujourd'hui en Amazonie brésilienne », *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*, Éd. J. M. Gastellu et J. Y. Marchal, ORSTOM éditions, Paris, p. 575–594.
- LESOURD M., 1997, « L'archipel rural africain en mouvement », *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*, Éd. J. M. Gastellu et J. Y. Marchal, ORSTOM éditions, Paris, p. 363–380.
- MARCHAL J.-Y. et QUESNEL A., 1997, « Dans les vallées du Burkina Faso : l'installation de la mobilité », *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*, eds J. M. Gastellu et J. Y. Marchal, ORSTOM éditions, Paris, p. 595–614.

## BIBLIOGRAPHIE

---

- MAZOYER M. et ROUDART L. 1997, *Histoire des agricultures du monde, du néolithique à la crise contemporaine*, Le Seuil, Paris, 538 p.
- OCDE, 2002, *Politiques agricoles des pays de l'OCDE suivi et évaluation 2002*, Rapport annuel, 54 p.
- PICOUET M., 1997, « Dynamique démographique et anthropisation dans les campagnes tunisiennes », *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*, eds J. M. Gastellu et J. Y. Marchal, ORSTOM éditions, Paris, p. 675-694.
- QUESNEL A., 1997, « Nouvelles dynamiques démographiques en milieu rural. Faits et approches à partir d'exemples mexicains et africains », *Thèmes et variations : nouvelles recherches rurales au Sud*, eds C. Blanc-Pamard et J. Boutrais, ORSTOM éditions, Paris, p. 163-178.

## CHAPITRE 5

- AGIR ICI - SURVIE, 2000, *Le silence de la forêt*. Réseaux, mafias et filières bois au Cameroun. Dossiers noirs n°14, L'Harmattan, 91 p.
- AMERICAN LANDS ALLIANCE., 2002. « FMI : Comment financer la déforestation ? »  
[www.americanlands.org/imf\\_report.htm](http://www.americanlands.org/imf_report.htm)
- AUCLAIR L., et SAÏDI M-R., 2002, « Charbonnage en Tunisie. Les filières informelles révélatrices de la crise du monde rural », *Forêt méditerranéenne*, t. XXIII n° 2 (à paraître).
- BAHUCHET S., BLEY D., PAGEZY H, VERNAZZA-LICHT N. (dir.), 1999, *L'homme et la forêt tropicale*, éd. de Bergier, Chateauneuf de Grasse, 707 p.
- BALAC R., 1999, « Les économies pionnières prédatrices du milieu forestier : le cas de l'économie de plantation en Côte d'Ivoire », in *L'homme et la forêt tropicale*, D. Bley et alii (dir.). éd. de Bergier, Chateauneuf de Grasse, p. 429-438.

*Sous la direction de*  
Hervé Domenach  
*et*  
Michel Picouet

**Environnement  
et populations :  
La durabilité  
en question**

*Collection*

L'Harmattan

Sous la direction de  
Hervé DOMENACH et Michel PICOUET

ENVIRONNEMENT ET POPULATIONS :  
LA DURABILITÉ EN QUESTION

**L'Harmattan**  
5-7, rue de l'École-Polytechnique  
75005 Paris  
FRANCE

**L'Harmattan Hongrie**  
Hargita u. 3  
1026 Budapest  
HONGRIE

**L'Harmattan Italia**  
Via Bava, 37  
10214 Torino  
ITALIE

© L'Harmattan, 2004  
ISBN : 2-7475-6008-2  
EAN : 9782747560085